

Evaluation fondamentale du travail du gouvernement: quel modèle d'avenir faut-il adopter pour le Luxembourg?

Un indicateur de la crédibilité du travail gouvernemental (parmi d'autres) réside dans le fait de vérifier dans quelle mesure le gouvernement satisfait aux objectifs et promesses qu'il s'est fixés lui-même. C'est pourquoi le Mouvement Ecologique a créé le « Mecoskop ».

Au-delà, il convient de commenter le travail gouvernemental sous un regard de fond, dans le cadre d'une évaluation générale, respectivement de l'établissement de propositions quant aux priorités à fixer pour les mois restants de la législature en cours.

Même si le gouvernement en place ne doit aucunement avoir honte en ce qui concerne la transposition des promesses gouvernementales analysées par le « Mecoskop » (surtout si dans les mois à venir, il continuera activement sur la voie de la transposition), le bilan général du point de vue du développement durable reste assez ambigu:

Il faut de toute urgence préparer le Luxembourg aux véritables défis du futur et forger le pays en conséquence:

- **Il est toujours un fait indéniable que le Luxembourg vit largement au-dessus de ses moyens, en termes notamment d'empreinte écologique, de perte de la biodiversité ou encore de manquement des objectifs de protection du climat.** Notre modèle social dévore ses ressources; un modèle d'avenir luxembourgeois durable, digne de ce nom, doit prendre en compte et respecter les limites imposées par les écosystèmes!
- **Le terme (plutôt vague) de « croissance qualitative » est employé de façon quasi-inflationniste par le gouvernement qui la prône comme étant LA solution. Ce faisant, le gouvernement « oublie » malheureusement d'expliquer – sous une forme quelconque – ce qu'il entend par « croissance qualitative ».** Ce n'est donc pas sans raison si le Mouvement Ecologique émet des doutes au sujet des projets de Google et d'un fabricant de yaourts grecs quant à leur capacité de représenter une vision de croissance durable! Dans quelle mesure est-ce que de tels projets aggravent-ils les problèmes existants (consommation de ressources, d'énergie, problèmes de mobilité...)? Et, étant donné la problématique fiscale des géants de l'internet, est-ce que notamment le projet Google ne représente-t-il pas plutôt une nouvelle forme de „tourisme à la pompe“, soit une nouvelle source de revenus à moyen et à long terme, au profit de notre pays?
- **L'argumentation autour du dogme de la croissance repose régulièrement sur la nécessité du financement de notre modèle social. Le débat sur la manière de garantir la survie de notre modèle social n'a fait que trop attendre!** Or: la réponse ne réside pas dans la solution tout à fait irréaliste et irréaliste d'une contrainte qui nous pousse à réaliser une **croissance annuelle de 3 à 4%**. Les défenseurs de la solution appelée « croissance » (vue sous quelque forme que ce soit) « agressent » avec prédilection tous ceux qui osent remettre ce modèle en question, tout en prétendant que seule la croissance puisse garantir la survie financière de notre modèle social. Alors que même le défenseur le plus féroce et fervent est conscient du fait qu'il n'y a pas de croissance sans fin et que la croissance ne peut pas se poursuivre au même rythme au-delà des 10 à 20 ans à venir. Nombreux sont les citoyens qui en sont conscients et ils s'attendent à ce qu'ils obtiennent des réponses claires et des solutions

durables ou du moins à ce qu'un débat ouvert ait lieu.

Au-delà: nul n'ignore qu'une croissance soutenue est inévitablement liée à des coûts importants. Qu'elle engendre non seulement des coûts d'infrastructure directs, mais aussi des coûts secondaires, en termes de consommation de surfaces, de perte de biodiversité etc. Alors, ce financement, est-il vraiment garanti de manière durable?

Pourquoi notre gouvernement hésite-t-il tant à réfléchir ouvertement sur des modèles de financement alternatifs, respectivement complémentaires? Pourquoi n'engage-t-il pas enfin avec détermination les travaux sur la réforme fiscale durable, une réforme qui serait de nature à contribuer au financement du système social au moyen de l'imposition de la consommation des ressources, de la pollution, de la spéculation et des capitaux, et qui pourrait au-delà réduire la charge fiscale qui repose sur le facteur « emploi » (facteur qui est le plus grevé à l'heure actuelle)!?

Quelle idéologie se cache derrière cette attitude, qui fait que cette question cruciale (à laquelle le pays ne pourra tout simplement pas se soustraire) n'est pas abordée aujourd'hui mais laissée aux générations futures. Finalement ces dernières endosseront le poids additionnel des problèmes (nés de cette logique de croissance) engendrés par notre faute.

- **C'est pourquoi un débat public s'impose d'urgence, qui tranche sur la nature de la place économique luxembourgeoise de demain**, aussi au vu de la perte des rentrées provenant du tourisme à la pompe, au vu de la fragilité du secteur bancaire ... Un tel débat ne peut et ne doit pas être mené par les seuls acteurs du secteur économique ou par les groupes de réflexion financés par celui-ci, et il ne doit pas être limité aux phrases creuses et aux termes vagues tel que « croissance qualitative »...
- **Aussi les obstacles à toute politique orientée vers l'avenir doivent-ils être nommés de manière bien plus offensive, notamment ceux qui entravent les solutions qu'on pourrait apporter aux problèmes dans le domaine du logement.** Le fait qu'aucun avancement ne peut être noté ici réside assurément dans de nombreux facteurs concrets isolés. Une des raisons réside dans le fait que la politique tergiverse à attaquer de front les tensions et les défis sociaux: quelle importance faut-il vouer à la propriété privée? Quels sont les ingérences tolérables et nécessaires dans le sens et l'intérêt du bien-être de tous? Comment définir le « droit au logement »? Pourquoi – et cela malgré de nombreux efforts - la mobilisation de zones d'implantation/d'habitation existantes et disponibles est-elle un échec? Voilà des questions qui ne sont pas ou peu thématiques et qui marquent pourtant gravement la situation honteuse que nous connaissons actuellement dans le domaine du logement!
- **Les perspectives réelles du développement de la mobilité, découlant des prévisions (récentes publiées par le STATEC) en termes d'évolution des chiffres sur la population et sur l'emploi, devraient faire l'objet d'une présentation publique, ouverte.** Sans vouloir minimiser le respect que nous avons pour la décision d'investir massivement dans les infrastructures du transport public et de la mobilité douce: nul n'est aussi crédule pour gober que cela suffit pour apporter une solution au problème du trafic – surtout au vu de la création massive d'emplois et de l'accroissement du nombre d'habitants auxquels nous devons nous attendre. Que signifient les prévisions de l'évolution de la population pour la planification de la mobilité, à moyen terme? Nous courons le risque de voir la mobilité finir

en talon d'Achille de la place luxembourgeoise et, par ricochet, mettre en péril notre qualité de vie actuelle.

- **Suite aux résultats du référendum mené en début de législature, un débat devrait enfin être lancé sur l'orientation future – plus démocratique – de notre modèle social.** La problématique des nombreux citoyen/nes non-luxembourgeois non impliqués dans le processus de formation démocratique n'a pas trouvé de solution et le conflit de fond reste intact. En général, les améliorations structurelles permettant de renforcer la participation citoyenne, sont insuffisantes. Aussi, l'introduction urgente d'une formation politique n'est point promue de manière adéquate.

Malgré le fait que bon nombre de promesses gouvernementales ont été abordées, la question portant sur le modèle socio-économique que nous devrions adopter dans le futur, n'a toujours pas fait l'objet d'une réelle analyse et les principes cruciaux, de fond n'ont été thématiques que marginalement – des décisions stratégiques permettant d'avancer et d'évoluer n'ont pas été prises!

Nous sommes néanmoins convaincus ... que de plus en plus de citoyen/nes sont conscients du fait que notre société a besoin d'une telle transition fondamentale et qu'ils attendent de la politique qu'elle adopte cette même vision, respectivement qu'ils sont disposés à s'engager aux côtés des politiciens pour y arriver... et qu'il y a de plus en plus d'hommes et de femmes qui sont d'avis que quelques rares initiatives isolées ne sont point suffisantes...

Brève digression: le processus *Rifkin* – les disparités entre le travail effectif et le discours officiel

Le discours a peut-être - en partie - suscité l'impression que le dit « processus Rifkin » allait endosser le rôle d'un débat fondamental sur un potentiel modèle d'avenir pour le Luxembourg. Or, ce n'est pas du tout le cas! D'un côté, *Rifkin* met surtout le focus sur l'approche envers le numérique. De l'autre côté, il est vrai que les membres des groupes de travail - institués dans le cadre du processus Rifkin – se sont avant tout penchés sur des questions concrètes d'ordre technique.

Même si *Rifkin* fut annoncé au public (et récemment de nouveau lors d'une présentation au Nouveau Théâtre) comme étant LE DEBAT SUR L'AVENIR du Luxembourg ...

... Fait est que ces thèmes n'ont jusqu'ici été abordés : ou bien point du tout ou bien marginalement au sein des groupes de travail ou du « comité de suivi ». Publiquement, l'impression d'un débat de fond est véhiculée – or, en réalité, un tel débat de fond, dans un cadre structuré, n'a pas encore eu lieu jusqu'ici, sous aucune forme.

Il est incertain dans quelle mesure le débat annoncé dans le cadre de l'aménagement du territoire pourra satisfaire à cette attente.

« Celui qui vient trop tard sera puni par la vie »: cette phrase vaut également pour la planification de l'avenir de notre pays!